

Inventaire pour la validation des Projets et Plans d'Actions

Version 2023

PA10 - Solution Rénovation	
Version du document (inventaire)	1.1
Date	21.12.2023

La validation a été réalisée dans la période du 06 novembre au 21 décembre 2023 et est basée sur les exigences et spécifications du Standard genevois d'évaluation des économies d'énergie, d'émissions de CO₂ et de déchets (version 5, août 2022) et du Manuel de Validation et de Vérification du programme Standard genevois d'évaluation (version 2023).

Le document analysé principal est la description du plan d'action actualisée (PA, version 1.1, novembre 2023). L'analyse s'est réalisée avec l'inventaire et les questions définies dans le Manuel de Validation et de Vérification (version 2023). Les questions relevées lors de la validation ont été envoyées au responsable de projet par écrit. Les réponses écrites et les discussions menées lors de la validation ont permis de clarifier toutes les questions.

L'analyse résulte dans une **opinion favorable** sur le plan d'actions **PA10 - Solution Rénovation** et confirme qu'il est conforme aux exigences et spécifications du programme Standard genevois d'évaluation. Il est à noter que les calculs des réductions émissions de CO₂ seront vérifiés lors de la première vérification en 2024.

EBP, étant le Validateur, confirme qu'il est indépendant du responsable du plan d'actions.

Les informations utilisées par EBP durant la validation proviennent du requérant du plan d'actions ou de sources d'informations qui sont jugés fiables par EBP. EBP ne peut pas être tenu responsable pour la précision, l'exactitude, la complétude, l'actualité ou la pertinence des informations utilisées. Par conséquent, EBP rejette toute responsabilité pour des erreurs ainsi que ses conséquences directes ou indirectes liées aux informations soumises, les produits élaborés, les conclusions tirées ainsi que les recommandations formulées.

Zürich, 21 décembre 2023



Denise Fussen



Philipp Hamböck

Partie 1 : Inventaire

1. Formalités		Exact	Pas exact
1.1	La proposition de Projet ou de Plan d'Actions et les documents de référence sont complets et cohérents.	x	
1.2	Le requérant est identifié de manière complète.	x	

2. Conditions-cadres			
2.1	Description technique du Projet ou du PA	Exact	Pas exact
2.1.1	Le ou les types de projet ne correspondent pas à un type de projet exclu.	x	
2.1.2	La technologie utilisée correspond à l'état de la technique actuelle.	x	DCO 1
2.1.3	Le projet n'a pas d'effets secondaires négatifs sur le plan écologique, social ou économique.	x	
2.2	Délimitation par rapport à d'autres instruments et mesures	Exact	Pas exact
2.2.1	Les processus mis en place permettent de distinguer clairement et par des totaux spécifiques les effets comptabilisés par d'autres programmes et ceux pouvant faire l'objet de certificats négociables.	x	
2.3	Postériorité	Exact	Pas exact
2.3.1	Le Projet ou Plan d'Actions n'est pas déjà mis en œuvre ou si tel est le cas, le Projet ou Plan d'Actions a été annoncé auprès de l'entité coordinatrice avant sa mise en œuvre.	x	
2.4	Durée de Projet ou d'Actions / Période de créditation	Exact	Pas exact
2.4.1	La durée de Projet ou des Actions incluses dans le PA et la période de créditation correspondent au contenu de la méthodologie choisie ou à une valeur admise.	x	

3. Détermination des effets			
3.1	Marges de fonctionnement du système et sources des effets	Exact	Pas exact
3.1.1	Les effets sont réalisés sur le territoire du canton de Genève.	x	
3.1.2	Tous les effets directs sont inclus.	x	
3.1.3	Toutes les fuites (effets interactifs) ont été identifiées.	x	
3.2	Méthodologies	Exact	Pas exact

3. Détermination des effets			
3.2.1	La ou les méthodologies utilisées sont cohérentes avec le ou les types de Projet ou d'Actions.	x	
3.3	Effets attendus	Exact	Pas exact
3.3.1	Les effets attendus sont calculés de manière correcte.	x	DCL 2
3.3.2	Dans le cas du cumul des effets sur la première année de mise en œuvre du Projet ou de l'Action, le facteur d'actualisation a été appliqué de manière correcte.	x	
3.4	Comptabilisation des effets	Exact	Pas exact
3.4.1	Les types de comptabilisation des effets générés sont présentés clairement et distinctement.	x	DCO 3
3.4.2	Les effets qui peuvent faire l'objet de certificats négociables et ceux qui donnent droit à des aides financières sont clairement identifiés.	x	

4. Additionnalité			
4.1	Test de l'additionnalité réglementaire et légale	Exact	Pas exact
4.1.1	Le Projet ou Plan d'Actions n'est pas rendu obligatoire par une loi, un règlement ou tout autre acte législatif.	X	
4.1.2	Si 4.1.1 est « Pas exact », le Projet ou Plan d'Actions accélère significativement le déploiement d'obligations réglementaires en vigueur.	n.a	
4.2	Analyse des barrières	Exact	Pas exact
4.2.1	Le Projet ou le Plan d'Actions répond à au moins l'un des trois types de barrières.	x	
4.2.2	La ou les barrières invoquées sont argumentées de façon plausible et claire.	x	
4.3	Analyse de la pratique courante	Exact	Pas exact
4.3.1	Le projet ne correspond pas à la pratique courante ou permet d'accélérer significativement le déploiement d'une technologie.	x	

5	Aides financières et répartition de leurs effets	Exact	Pas exact
5.1	Les aides financières sont prises en compte dans la démonstration de l'additionnalité.	x	DCO 4
5.2	La répartition des effets des aides financières est définie de manière correcte et évite une double comptabilité des réductions d'émission.	x	DCO 4

Partie 2 : Liste des questions

DCO 1		Liquidé	x
2.1.2	La technologie utilisée correspond à l'état de la technique actuelle.		
Question Chapitre C : Nous vous prions de nous présenter la formule 2.4.3 du ModEnHa (page 72) dans le chapitre C.			
Réponse du requérant le document a été mise à jour. Pour clarifier les changements opérés : la formule présentée est le calcul détaillé qui permet d'atteindre les valeurs standards défini par l'OFEN dans le tableau 4 du rapport ModEnHa (p.40). Ces valeurs étaient utilisées dans l'ancienne version de PA10 (pour rappel HPE : .23tco2/m2, THPE : .3tco2/m2). Elles sont issues d'une moyenne obtenue en incorporant dans la formule des données OFEN qui englobe différents types de bâtiments rénové (maison individuelle, Immeuble collectif et bâtiment non-habitat). Notre proposition d'utiliser la formule complète nous permet de nous affranchir des valeurs standards du tableau 4 (partiellement biaisée) et de respecter d'autant plus les valeurs admissibles de ModEnHa pour un projet PA10, étant donné que l'accompagnement est possible uniquement pour les immeubles d'habitations collectifs.			
Conclusion du validateur La formule demandée a été complétée au chapitre C. Celle-ci permet d'obtenir des résultats plus précis pour les immeubles d'habitations collectifs, ce qui est à encourager. Le validateur est d'accord avec cette approche. Le DCL peut être fermé.			

DCL 2		Liquidé	x
3.3.1	Les effets attendus sont calculés de manière correcte.		
Question Chapitre C2 : Veuillez compléter une explication simple sur la manière dont les 15'000 à 20'000 tCO2 par an ont été déterminées ?			
Réponse du requérant Une explication a été donnée au chapitre C2			
Conclusion du validateur Les 15'000 à 20'000 tCO2/an mentionnées sont des estimations basées sur les résultats des années passées. Les estimations sont conservatives. Le validateur est d'accord avec cette approche. Le DCL peut être fermé.			

DCO 3		Liquidé	x
3.4.1	Les types de comptabilisation des effets générés sont présentés clairement et distinctement.		
<p>Question</p> <p>Le chapitre qui décrit la "Valorisation des effets" (normalement le chapitre C5) est absent dans ce PA. Veuillez compléter ce chapitre en expliquant comment les certificats de cette PA sont distribués et s'ils sont classés dans les catégories C = Comptabilisation, CN = Certificats négociables ou F = Aide financière éco21.</p>			

Réponse du requérant
le chapitre C5 a été ajouté

Conclusion du validateur
Le chapitre C5 a été complété comme normalement dans d'autres PA. Toutes les comptabilisations vont à l'OCEN.
Le validateur est d'accord avec cette approche. Le DCL peut être fermé.

DCO 4		Liquidé	x
5.1	Les aides financières sont prises en compte dans la démonstration de l'additionnalité.		
5.2	La répartition des effets des aides financières est définie de manière correcte et évite une double comptabilité des réductions d'émission.		
Question			
<div>1. Au chapitre H, vous indiquez que les aides financières changeront probablement en 2024. Si ces changements sont connus, indiquez-les dès maintenant. Autrement, le plan d'action risque de devoir être validé à nouveau en 2024.</div> <div>2. Le validateur ne comprend pas clairement quelle est la part des contributions financières totales d'AMOén et d'AMU et, par conséquent, comment la distribution de l'impact est calculée afin d'éviter un double comptage.</div>			
Réponse du requérant			
<div>1. Malheureusement, aucun accord n'a pu être trouvé avec l'OCEN sur la nouvelle monture du mandat AMOén et sur les subventions qui lui sont liées. D'après les dernières conversations, cela va nécessiter un temps plus long et la validation se fera très probablement en début d'année prochaine (2024 – sans garantie). Au vu des circonstances, il nous est impossible d'ajouter les nouvelles aides financières actuellement et nous serons donc contraints de valider à nouveau le plan d'action en 2024.</div> <div>2. Il n'y a pas de distinction faites dans les calculs de gain CO2 entre les subventions allouées AMOén et AMU. Les deux accompagnements font partie intégrante du Plan d'Action Solution Rénovation et ne peut être dissociés. Selon les recommandations faites dans l'étude Compare Réno – qui a amené à créer la présente Solution - toutes les actions menées par ces deux mandataires sont essentielles pour diminuer l'écart de performance. Le comptage se fait donc par projet via la formule ModEnHa, indépendamment du fait que la rénovation soit accompagnée par un AMOén, un AMU ou par les deux mandats (l'objectif de la solution étant de combler les manques structurels de la rénovation qui amène à l'écart de performance). Ainsi nous évitons tout double comptage, ou comptage complexe entre l'AMOén et l'AMU.</div>			
Conclusion du validateur			
<div>1. En raison des négociations en cours avec l'OCEN, aucun soutien financier n'a encore été défini à partir de 2024. Une nouvelle validation en raison d'un changement substantiel est donc acceptée.</div> <div>2. En lien avec la réponse à DCO3 et que toutes les comptabilisations sont données à l'OCEN, le validateur comprend mieux que les contributions financières de l'AMOén et de l'AMU ne sont jamais considérées séparément, mais comme les deux parties d'un tout.</div> <div>Le validateur est d'accord avec cette approche. Le DCL peut être fermé.</div>			